

Journées de la SFER 2014

La résilience contre la faim
Nouvelle donne ou nouvel artifice ?

Benoît Lallau

Maître de conférences HDR

CLERSE

Université Lille1, 59655 Villeneuve d'Ascq Cédex

benoit.lallau@univ-lille1.fr

Version au 11 décembre 2014

Résumé

Cette communication analyse la montée en puissance de la rhétorique de la résilience dans ce domaine de la sécurité alimentaire et du développement. Elle vise à interroger la portée, analytique et normative, de la résilience, telle que désormais mobilisée dans les réflexions et les pratiques de la lutte contre la faim. Pour ce faire, sont retracées l'émergence de la notion dans le champ de l'insécurité alimentaire, ainsi que les critiques que cette montée suscite. La résilience est d'une part difficile à définir et à évaluer, elle implique d'autre part des politiques de développement fondées sur le recours à la protection sociale et sur le principe de souveraineté alimentaire. Au-delà des très en vogue discussions techniques sur sa mesure, c'est d'abord une économie politique de la résilience qu'il convient de faire émerger. En ce sens, plus qu'un nouvel avatar néolibéral, la résilience peut, doit contribuer à relancer le débat sur les politiques de développement.

Mots-clés : Résilience, vulnérabilité, sécurité alimentaire, humanitaire, développement agricole

JEL : Q180, Q540

La résilience contre la faim. Nouvelle donne ou nouvel artifice ?

Introduction

2014 peut être considérée comme l'année de la consécration de la résilience dans le monde de l'humanitaire et du développement, puisqu'elle est au centre des deux publications majeures dans ce monde, le *rapport sur le développement dans le Monde* de la Banque Mondiale (World Bank, 2013), et le *rapport sur le développement humain* (UNDP, 2014). Du champ du « désastre », où elle a initialement été mobilisée, la résilience est désormais considérée comme un nouvel outil, très novateur, de lutte contre la pauvreté et contre la faim. C'est l'application de la notion au champ de l'insécurité alimentaire que cette communication propose précisément d'explorer. Et ce en partant d'une question simple : quelle est ou pourrait être la portée de cette notion dans la lutte contre la faim ? Cette portée est interrogée à un double niveau. A un niveau analytique, tout d'abord : qu'apporte de plus, ou pas, la notion à la compréhension des dynamiques de l'insécurité alimentaire ? A un niveau normatif ensuite : quelles sont ou pourraient être les contours de politiques pro-résilience ?

Pour répondre à ces questions, il faut d'abord comprendre pourquoi la résilience a pu devenir une notion incontournable dans la lutte contre la faim (section 1). Il faut ensuite étudier la façon dont elle s'est imposée dans ce champ de l'aide (section 2). Non sans d'ors et déjà susciter d'importantes critiques (section 3). Des critiques qui nous conduisent à envisager les conditions d'un usage acceptable de la notion, tant sur le plan analytique (section 4) que, surtout, sur celui de ses implications normatives (section 5).

LES FONDEMENTS D'UN USAGE

La prise en charge du désastre

L'usage de la résilience ne provient pas du champ de la faim, mais plutôt de l'intérêt croissant accordé aux « désastres » dans les discours et les pratiques des institutions internationales, ce que montre très bien Revet (2009 ; 2011). Cet intérêt n'est pas nouveau, se développant dès l'après-guerre. Mais c'est durant les années 90 (décrétées « décennie internationale de la lutte contre les désastres naturels ») et plus encore durant les années 2000 que le « désastre » est réellement monté en puissance dans la rhétorique des organisations internationales, s'appuyant à partir de 1999 sur l'UNISDR (*United Nations International Strategy for Disaster Reduction*).

Pourquoi une telle montée en puissance ? Sans doute du fait des catastrophes qui se succèdent et marquent les dirigeants et les populations : Le Tsunami asiatique en décembre 2004, l'ouragan Katrina en août 2005, puis le tremblement de terre en Haïti en décembre 2010. Sans doute aussi du fait d'une « catastrophe » qui semble devenir

inélucltable, celle du changement climatique, et la multiplication des évènements climatiques extrêmes qu'elle devrait induire. L'horizon catastrophique se généralise donc, et trouve à s'exprimer dans le rapport *Living with Risk* de l'UNISDR (2002). Un rapport qui insiste sur les besoins urgents d'action concertée, en suite à des « siècles de gestion inefficace et de passivité fataliste face aux caprices de la nature ». Propos outrancier, tant on sait que de nombreuses sociétés, paysannes et pastorales sahéliennes par exemple, se sont toujours organisées de manière à faire face à ces « caprices » (Mortimore, 1989 ; Bankoff, 2009), mais propos se voulant avant tout mobilisateur.

Il se concrétise dans le Cadre d'Action de Hyogo 2005-2015, « pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes » (UNISDR, 2005), un cadre adopté par 168 pays, et qui prétend instiller une nouvelle « culture », ce qu'exprime sa troisième priorité d'action : « utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux ». Deux notions s'imposent donc dans cette « culture », celle de sécurité, qui est déjà largement abordée dans l'approche du développement humain et donc de la sécurité humaine, véhiculée par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) ; et celle de résilience.

La définition de la résilience de l'UNISDR

La résilience est l'aptitude d'un système, d'une collectivité ou d'une société potentiellement exposé à des aléas à s'adapter, en opposant une résistance ou en se modifiant, afin de parvenir ou de continuer à fonctionner convenablement, avec des structures acceptables. La résilience d'un système social est déterminée par la capacité de ce système à s'organiser de façon à être davantage à même de tirer les enseignements des catastrophes passées pour mieux se protéger et à réduire plus efficacement les risques (UNISDR, 2005).

Les deux dimensions clés de cette résilience sont donc la préparation et la capacité de réponse. La préparation implique d'une part une meilleure prévision des aléas naturels et climatiques, souvent inélucltables, et d'autre part la prévention, notamment par la formation des « communautés » aux risques qu'elles encourent, par une meilleure éducation des leaders locaux, par la planification urbaine, par les systèmes d'alertes précoce, etc. La capacité de réponse passe par la préparation à l'intervention en cas d'évènement catastrophique, par le biais de formations du personnel d'urgence, d'une meilleure coordination entre civils et militaires, d'exercices de simulation et d'évacuation, de stockages préventifs.

Deux échelles émergent particulièrement, celle de communauté et celle de la ville. La perspective du *Community-based disaster risk reduction* (CBDRR) est au cœur des approches onusiennes, comme de celles de nombreuses ONG, affirmant que les « bonnes pratiques » de réduction des risques de catastrophes doivent davantage impliquer les communautés concernées. On tente alors de rechercher et/ou susciter la communauté/collectivité résiliente (Twigg, 2009), en d'édifiantes « listes à la Prévert » : une communauté ayant de bons leaders, fière d'elle-même, éduquée, consciente des risques encourus et se préparant à les affronter, diversifiée, pas trop « genrée », etc... Cette approche « boîte à outils » se retrouve aussi dans l'approche « *Making cities resilient* » développée par les Nations Unies à partir de 2010. Les caractéristiques de la

ville résiliente sont celle d'une ville bien gérée, bien préparée, solidaire, tirant les leçons des crises passées (*rebuild better*). On trouve là toute l'ambivalence de cette approche, tant à l'échelle d'une communauté qu'à celle d'une ville, mettant l'une et l'autre face à leurs responsabilités, et conduisant à une nouvelle forme d'injonction (cf. infra) : à vous d'être résilientes ! Une telle injonction n'est toutefois pas assortie de sanctions, et le cadre d'action est aussi largement critiqué pour son manque d'application, son absence de caractère contraignant. Au moment où sont écrites ces lignes, se prépare le « post Hyogo », dont les principes devront être adoptés lors de la conférence mondiale sur la réduction des catastrophes au Japon en 2015. Ils devront mieux faire le lien, nous-dit-on, entre les désastres et les autres domaines de l'intervention humanitaire et de développement (Mitchell & Wilkinson, 2012), notamment celui de la lutte contre la faim.

A la recherche du bon modèle de lutte contre la faim

Car la résilience se place aussi au terme d'une longue réflexion sur la lutte contre l'insécurité alimentaire, et sur ses échecs (Bleïn & al, 2014). Jusqu'au début des années 70, l'optimisme prévaut, l'idée dominante est que la faim pourra être résorbée grâce à la croissance et à la diffusion du progrès agricole et donc des volumes produits. Les crises sahéliennes vont rapidement démentir cette idée. Et le virage libéral des années 80, conduisant aux plans d'ajustement structurel, va ôter aux Etats une bonne partie de leurs moyens d'action, les mettant en incapacité à la fois de mener des politiques ambitieuses de développement agricole et de répondre aux crises alimentaires. La dichotomie devient alors très claire, sur le plan des institutions et donc des financements, entre l'urgence, consacrée à la résorption des crises alimentaires, et le développement, censé les prévenir : Echo vs Devco pour l'union Européenne, OCHA et Programme Alimentaire Mondial vs PNUD et FAO pour les Nations Unies. La répétition et la gravité des épisodes de crises vont progressivement remettre en cause cette structuration, conduisant à la recherche d'un autre modèle de lutte contre la faim. Quatre éléments de débat vont progressivement émerger.

En premier lieu, sont mises en évidence les limites de politiques de sécurité alimentaire trop orientées vers la production agricole, fondées sur l'idée que la faim serait d'abord liée à une production alimentaire insuffisante. Car elles méconnaissent le fait que les épisodes de faim sont aussi dus à des variations « anormales » des prix, consubstantielles à tout marché agricole non régulé (De Schutter, 2010). Car elles sous-estiment aussi le fait que beaucoup de ménages ruraux ne disposent plus des moyens de production (terres, bétail, équipements) qui leur permettraient d'accroître leur production. Enfin, car elles négligent la question de l'accessibilité de l'alimentation, greniers pleins et ventres vides pouvant coexister. C'est là un apport important des premiers travaux d'Amartya Sen (1981) que d'avoir mis l'accent sur la question de l'accessibilité.

En deuxième lieu, la récurrence et la complexité des crises alimentaires va induire la nécessité de dépasser l'usuel clivage « urgence-développement ». Des tentatives pour un tel dépassement se retrouvent dès les années 1990 dans l'approche dite LRRD (*Linking Relief, Rehabilitation and Development*), suscitée par l'Union Européenne. Elles s'inscrivent aussi dans la démarche du relèvement précoce (*early recovery*), conçue comme une étape transitoire entre l'anormalité de la crise et la normalité du développement ; une démarche promue par le PNUD depuis la réforme humanitaire

onusienne de 2005, et déclinée par le Bureau International du Travail (BIT) en 2012 en termes de « relèvement économique local » (BIT, 2012). Ces tentatives sont encore au cœur de la *twin track approach* de la FAO, développée durant les années 2000 (Pingali & al, 2005), dans le but précisément de mieux mettre en cohérence l'aide alimentaire d'urgence et la réduction durable de l'insécurité alimentaire, en développant des programmes soulageant les besoins des plus vulnérables tout en investissant dans les activités productives à long terme. Elles apparaissent enfin dans les analyses des « crises prolongées » diffusées en particulier par la FAO ces dernières années (Levine, 2012). En situation de crise prolongée, lorsque le choc devient en quelque sorte permanent, urgence, relèvement et développement se brouillent, il n'y a plus de distinction claire entre crise et normalité.

Le troisième élément de contexte qui va favoriser l'émergence de la résilience, tient dans les « stratégies de réduction de la pauvreté », qui deviennent la nouvelle référence des développeurs au tout début des années 2000 (Cling & al, 2003). Les Objectifs du Millénaire du Développement (OMD) orientent ces stratégies, et mettent en avant la multidimensionnalité de la pauvreté, la faim ne pouvant pas être dissociée d'autres caractéristiques de la vie d'un pauvre. L'objectif de lutter de manière plus affirmée contre l'insécurité alimentaire devient toutefois central en suite au « choc alimentaire » de 2007-2008. Mais il est peu de place pour quelque radicalité dans cette lutte, car les approches privilégiées par la Banque Mondiale sont celles d'un *empowerment* des pauvres, c'est-à-dire d'une stimulation de leurs capacités à s'intégrer aux marchés. Il y a là un terrain plus que favorable pour la montée en puissance de l'idée de résilience.

Il est un quatrième et dernier élément important de contexte qui va favoriser l'essor de la résilience. Dans une situation de contraction de l'aide, en suite aux crises financières et économiques de la fin des années 2000 et aux difficultés budgétaires publiques qui s'en sont suivies, le « bon » modèle de lutte contre la faim est désormais, en priorité, celui qui accroît la rentabilité des dollars engagés (*value for money*). L'amélioration du ratio coûts-bénéfices devient un thème majeur des débats sur l'aide, notamment dans le cadre des « forums de haut niveau sur l'efficacité de l'aide » de l'OCDE. La résilience, qui se fonde par définition sur les capacités d'action locales et sur l'action préventive plutôt que réactive, va rencontrer dans ces forums un écho croissant, du fait notamment d'un activisme très important du DFID (*Department For International Development*) britannique. L'argument de l'efficacité devient alors essentiel, et s'appuie sur des études mettant en balance le coût de l'action d'urgence, celui de l'action précoce, et celui d'une action pro-résilience estimée moins coûteuse, telle l'étude de Venton & al (2012), menée dans les zones pastorales kényanes et éthiopiennes.

LA RESILIENCE, L'ARME ULTIME CONTRE LA FAIM ?

La résilience s'institutionnalise dans le champ de l'insécurité alimentaire, elle s'impose ainsi à tous, comme arme ultime contre la faim. Ultime, car elle est présentée comme - enfin !- la bonne approche pour éradiquer la faim. Ultime aussi, car elle doit s'appuyer sur les capacités locales, et permettre non seulement une meilleure rentabilité de l'aide mais aussi à terme son désengagement. Et ce même dans les zones les plus exposées à la faim et aux autres « désastres », telle la bande sahélienne.

L'intégration comme méthode

La meilleure rentabilité est aussi censée être issue de « l'intégration », notion inséparable de l'usage de la résilience, la première étant le moyen opérationnel de la fin que constitue la seconde, et ce tant au niveau des dispositifs institutionnels qu'à celui des horizons temporels de l'action. En premier lieu, il s'agit de mieux relier les trois champs usuels de l'aide, la prévention des catastrophes naturelles (*Disaster Risk Reduction*, ou DRR), les stratégies d'adaptation au changement climatique (*Climate Change Adaptation*, ou CCA) et la réduction de la pauvreté (*Poverty Reduction* ou PR), des champs jusqu'alors trop, et très artificiellement, cloisonnés. Ce que soulignent Grünewald et Warner (2012, 1) : « Au lieu de considérer que le changement climatique, les catastrophes naturelles et la pauvreté sont des problèmes indépendants, la prise en compte de ces trois domaines peut en théorie contribuer à relever les défis liés au risque et au changement, ayant un impact direct sur la vie et le travail des populations locales ». Un tel décloisonnement peut permettre de mieux correspondre aux situations des populations, qui vivent et agissent dans un environnement constitué de risques de diverses natures, qui peuvent être affectées par différents chocs sur une même période de temps. Il passe alors par une meilleure coordination entre les organisations travaillant dans une même zone, et par la recherche de synergies. Ainsi, nombre de projets de gestion de l'eau peuvent ressortir à la fois de la réduction des risques de désastres, de l'adaptation au changement climatique et de la lutte contre la pauvreté et la faim, et concernent différentes catégories techniques usuelles de l'appui extérieur. Une catégorisation que l'on retrouve généralement dans les « Clusters » promus par les Nations Unies, visant à réunir l'ensemble des acteurs humanitaires d'un pays par grands domaines, tels la sécurité alimentaire, le relèvement précoce, la santé, l'assainissement et l'hygiène, etc. Une catégorisation « en silos » que l'approche de la résilience tendrait ainsi à bousculer.

En second lieu, intégrer c'est aussi mieux coordonner les actions dans le temps, c'est-à-dire ici mieux relier les différents horizons de l'action contre la faim. Ceci n'est certes pas nouveau on l'a vu (LRRD, *twin track*, etc.), mais prend une ampleur nouvelle avec la montée en puissance de la résilience, et l'extension de son périmètre. Car, faisant initialement référence à la capacité de se rétablir et de rebondir, dans la lignée des approches « physiques » du concept, la résilience a de plus en plus été considérée comme capacité d'apprendre et de s'adapter (en particulier dans les contextes de crise prolongée), puis désormais comme capacité à anticiper et prévenir, grâce en particulier aux systèmes d'alerte précoce. Du rebond, on passe donc à l'adaptation, voire à l'évitement, faisant de la résilience la notion intégratrice par excellence.

Une telle ambition n'est pas sans risque ni difficulté, et ce qui ressort des premières expériences de terrain montre la difficulté de mettre en œuvre l'intégration, de « faire entrer de l'intersectorialité et de l'interdisciplinarité dans un monde en silo » (Grünewald, 2014, 225). Le décloisonnement n'est facile ni pour des bailleurs très compartimentés, tels les bailleurs européens, ni pour des ONG organisées selon les lignes de financement usuellement imposées, donc très segmentées. Molle (2008) évoque le risque du « concept nirvana », poussant à imaginer que tous les objectifs pourraient être atteints en même temps, sans dispersion des énergies ni contradiction entre ces objectifs. Dans son manuel *Reaching Resilience*, l'URD préconise ainsi une approche plus pragmatique, une forme d'intégration *light*, non dogmatique et pensée au cas par cas (Heijmans, 2013).

Et tous s'emparèrent de la résilience

De telles difficultés pèsent toutefois peu face à l'engouement dont bénéficie désormais la notion. Cet engouement n'a toutefois pas été général et immédiat. On peut distinguer, trop sommairement sans doute, trois grands temps. Le premier temps est celui de sa pénétration dans le monde anglo-saxon de l'aide ; le deuxième est celui de sa diffusion au sein de l'Union Européenne ; le troisième temps est celui de sa généralisation, tant à l'ensemble des bailleurs onusiens et nationaux que, par ricochet, aux ONG.

L'engouement, donc, va largement être impulsé par les bailleurs du monde anglophone, le DFID britannique et l'USAID en tête. Le DFID, en suite à l'évaluation de son aide humanitaire en 2008, fait de la résilience la notion phare de sa stratégie d'intervention. Il s'impose l'objectif d'inclure une dimension résilience dans tous ses programmes pour 2015. L'USAID, moins centrées sur les désastres que le DFID, se veut aussi à la pointe de l'intégration, en développant la démarche la planification conjointe (USAID, 2012). La *Joint Planification Cell* est composée d'experts en matière d'agriculture, de changement climatique, d'alimentation, de santé et de sécurité alimentaire, ayant pour mission d'élaborer des plans d'action communs, de décroiser les secteurs et les temporalités. L'engouement va s'étendre ensuite, sous l'impulsion du DFID, dans les couloirs de l'Union Européenne. Cela aboutit à la formulation fin 2012 d'une approche européenne de la résilience (EU, 2012), à un Plan d'action au début de 2013 (EU, 2013), et à l'instauration d'un « processus d'identification opérationnel conjoint » entre humanitaires et développementistes.

Quatre définitions institutionnelles de la résilience

DFID: "Disaster Resilience is the ability of countries, communities and households to manage change, by maintaining or transforming living standards in the face of shocks or stresses - such as earthquakes, drought or violent conflict – without compromising their long-term prospects" (DFID, 2011).

USAID: "Resilience is the ability of people, households, communities, countries, and systems to mitigate, adapt to, and recover from shocks and stresses in a manner that reduces chronic vulnerability and facilitates inclusive growth." (USAID, 2012).

UE : « La résilience est la capacité d'une personne physique, d'un ménage, d'une communauté, d'un pays ou d'une région à résister, à s'adapter et à se remettre rapidement à la suite de tensions et de chocs, tels que des sécheresses, des violences, des conflits ou encore des catastrophes naturelles (EU, 2012).

FAO: "Resilience is the ability to prevent disasters and crises or to anticipate, absorb, accommodate or recover from those that impact nutrition, agriculture, food security and food safety (and related public health risks) in a timely, efficient and sustainable manner. This includes protecting, restoring and improving structures and functions of food and agricultural systems under threat" (FAO, 2011).

L'engouement américain et britannique va aussi se diffuser au sein du système onusien. Au sein du PNUD, malgré les réticences vis-à-vis d'une notion perçue comme concurrente du *early recovery*. Au sein de la Banque Mondiale aussi, peu encline a priori à intégrer à son corpus analytique ce concept aux contours fuyants, non issu de

l'orthodoxie économique. Au sein de la FAO enfin, qui fait de la résilience des systèmes alimentaires un élément majeur de sa stratégie et de son plaidoyer pour le financement des politiques agricoles (FAO, 2013). A partir du moment où l'ensemble des bailleurs sont peu ou prou convertis à la résilience, celle-ci se diffuse aussi tout naturellement au sein des ONG, tantôt par conviction, tantôt par obligation. Du côté des convaincues, on trouve est d'abord les grosses structures nord-américaines et britanniques, telles *Care*, *World Vision*, *Save The Children*, *Mercy Corps*, etc. (Frankenberger & al, 2014). Convaincues ou non, toutes les ONG, dépendantes des financements des bailleurs, intègrent désormais la résilience dans leurs *concepts notes*, dans leurs fiches de postes, dans leurs évaluations, dans leurs initiatives collectives (telle ACCRA, *Africa Climate Change Resilience Alliance*).

La résilience étant conçue comme outil d'intégration de la lutte contre la pauvreté, l'adaptation climatique, et la préparation aux désastres, les régions du Monde concentrant ces différents maux constituent des zones d'expérimentation prioritaires pour les politiques et les programmes s'en réclamant. Parmi celles-ci, on trouve les zones littorales vulnérables de l'Asie du Sud, les pays de la Corne de l'Afrique, ou encore la frange sahélienne de l'Afrique Sub-Saharienne. Citons, parmi les initiatives phares, SHARE (*Supporting the Horn of Africa's Resilience*) et AGIR, l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience, initiée en zone sahélienne par l'Union Européenne (AGIR, 2013), ou encore le plan « Faim zéro » lancé en 2013 par les dirigeants d'Afrique de l'Ouest. A chaque fois, la volonté affichée est d'aborder conjointement les causes conjoncturelles et chroniques des crises alimentaires et nutritionnelles, ce qui passe par un appui à l'accroissement des revenus, à l'accès aux infrastructures et aux services sociaux de base, à la capitalisation, etc. Il est bien entendu trop tôt pour évaluer ces diverses initiatives. D'ici une dizaine d'années, on pourra, et il faudra, s'interroger : la résilience aura-t-elle vraiment changé la donne, celle des pratiques cloisonnées et concurrentielles, celle des causes structurelles de la faim et de la pauvreté ? D'ors et déjà, beaucoup doutent d'un tel changement de donne.

FAUT-IL (DEJA) SE DEBARRASSER DE LA RESILIENCE ?

Deux champs principaux de critiques contrebalancent d'ors et déjà l'engouement. Le premier est théorique, la résilience étant présentée comme un nouvel avatar, dangereux, de la pensée néo-libérale dominante (Reghezza-Zitt & al, 2012). Le second est plus technique, se fondant sur la difficulté d'évaluer la notion dans le champ alimentaire, et la nécessité de la croiser avec une analyse en termes de soutenabilité.

Irréductiblement néo-libérale ?

En premier lieu, la résilience serait dangereuse car conservatrice par nature. Cela lui viendrait de ses racines dans les approches écosystémiques. Les idées mises en avant sont alors le retour au *statu quo ante*, le maintien des fonctions essentielles du système, le cycle adaptatif. Ce dernier véhicule la conception d'un système retrouvant automatiquement son équilibre, en suite à une perturbation, grâce à un processus adaptatif spontané et aux interactions entre différentes échelles ou sous-systèmes (la « panarchie »). Il n'y aurait donc pas de crise, que de nécessaires et spontanés –si non contraints-ajustements. On voit là le potentiel très conservateur d'une duplication, telle quelle, au

social. Et son risque d'incapacité à penser le développement, qui peut être considéré comme une perturbation, une modification de ce qui fonde le système initial (Lallau, 2011). Les approches des *social-ecological systems* (encadré) tentent toutefois d'éviter cet écueil, en intégrant la capacité à se transformer comme caractéristique d'un système résilient (Walker & al, 2004), et les bailleurs tels que le DFID mettent en évidence la question du changement dans leur cadre d'analyse.

Les systèmes socio-écologiques

La résilience est largement usitée en écologie, en particulier dans l'analyse des écosystèmes et des changements auxquels ils sont confrontés (Folke, 2006, pour une revue). La définition de la résilience avancée par Holling en 1973, est encore au cœur de nombreux travaux, essentiellement nord-américains : *“a measure of the persistence of systems and of their ability to absorb change and disturbance and still maintain the same relationships between populations or state variables”* (Holling 1973, 14). Ces travaux ont montré que les changements d'état des écosystèmes sont de plus en plus la conséquence des actions humaines, qui réduisent la résilience de ces écosystèmes, et qu'en retour cette moindre résilience influe sur les conditions d'existence et le développement (Adger, 2000 ; Gunderson & Holling, 2002). C'est cette interaction, et le caractère jugé artificiel et arbitraire de la séparation entre système social et nature, qui conduisent à l'émergence de la notion de système socio-écologique (Walker & al, 2006).

En deuxième lieu, la résilience serait dangereuse car fondée sur une vision individualiste du social. Cette critique se fonde sur une autre racine du concept, celle des approches psychosociales (encadré) et microéconomiques centrées sur l'individu et ses capacités à faire face.

L'individu face au malheur

C'est au sein de la psychologie que la notion de résilience a d'abord été appliquée aux individus, comme capacité à rebondir en suite à un événement ou une succession d'événements négatifs, voire traumatisants, tel un conflit armé, le décès d'un proche, une maltraitance, etc. (Tisseron, 2007). Les enfants et adolescents sont prioritairement concernés par ces travaux (Luthar, 2006). Un autre fondement est fourni par la sociologie de l'action, plus précisément de l'action face à l'épreuve, entendue comme défi que les individus sont contraints d'affronter. Giddens (1987) et Long (2001) notamment, tout en reconnaissant le poids des structures, se montrent optimistes concernant les possibilités de l'action, l'individu pouvant par son action réfléchie composer avec les aléas. Avec le risque, qui va nourrir les critiques de la résilience et de son usage, de considérer une personne toujours capable d'affronter l'adversité, au sein d'un système qui n'a pas à être changé (Thomas, 2008).

D'où le soupçon de n'être qu'une nouvelle forme de pensée néo-libérale, appliquée à la gestion des risques cette fois, et conduisant à rechercher ce héros moderne que serait l'individu résilient (Joseph, 2013). En termes d'insécurité alimentaire, elle constituerait en quelque sorte l'aboutissement d'un glissement analytique : d'une vulnérabilité et de famines conçues comme produit des structures économiques et sociales, ou tout au moins de pressions macrosociales (Blaikie & al, 1994), on serait passé à une vulnérabilité conçue, sous l'influence des travaux des économistes, comme un enfermement largement

induit par les comportements des individus eux-mêmes (Dercon, 2006), puis à la capacité de ces derniers à se sortir d'un tel enfermement, analysée en particulier au prisme des capacités. La résilience mènerait ainsi à construire le mythe du « pauvre résilient », à penser qu'un pauvre est toujours capable de s'en sortir, dès lors que l'on suscite la mobilisation de ses ressources internes, et sans qu'il soit nécessaire de s'attaquer aux inégalités, aux dominations. Béné & al (2012) relèvent ainsi que parmi les multiples définitions disponibles de la résilience, aucune ne mentionne les termes de pouvoir et de processus politique. Diverses tentatives visent certes à construire une approche moins techniciste et plus politique de la résilience (Oxfam, 2013), à approfondir la portée de cette capacité d'action, ou *agency*, mise en avant par les tenants de la résilience (Pain et Levine, 2012), mais elles demeurent minoritaires au sein de l'abondante littérature récente.

En troisième lieu, c'est le risque d'injonction que porte la résilience qui est mis en exergue, et en accusation (Revet, 2011). Cette injonction est double. D'une part, elle renvoie les populations locales à leur responsabilité : puisqu'elles disposent de capacités d'action, il leur revient de les mobiliser pour faire face à leurs difficultés. Cette injonction recèle un double danger, celui d'une illusion d'une part, d'un alibi d'autre part. L'illusion consiste à penser que dans toutes les situations les individus ou, mieux, les communautés trouveront en eux-mêmes les ressorts nécessaires pour affronter l'adversité, qu'il convient simplement de susciter leur *empowerment*, par des approches en termes de *social risk management* par exemple. C'est là qu'est l'alibi : si les populations pauvres disposent de la capacité à dépasser l'adversité, à survivre aux chocs, il suffit de promouvoir l'émergence de groupes pertinents localement, au sein desquels le capital social et, partant, la résilience pourront se développer. On parle alors de *self help groups* par exemple, dont l'action peut certes réduire certaines vulnérabilités, mais dont l'existence permet aussi de légitimer la faiblesse, voire l'absence, de l'intervention publique (Palier et Prévost, 2007).

Les populations locales seraient donc considérées comme potentiellement capables de faire face aux risques et aux chocs, et c'est là qu'apparaît l'autre forme d'injonction : du « débrouillez-vous », on passe au « on va vous expliquez comment vous débrouiller », tel le « *Helping people to help themselves* » dans l'édition 2010 du Rapport sur le Développement dans le Monde de la Banque Mondiale (World Bank, 2009). Le problème de la faim ne viendrait plus (uniquement) des risques naturels eux-mêmes, ni bien entendu de structures économiques et sociales productrices de vulnérabilités, mais bien des mentalités, de comportements inappropriés des populations, qu'il convient de faire évoluer ou d'une mauvaise gouvernance des autorités locales. Cette vision sous-tend l'approche « boîte à outils », très répandue dans le champ de la résilience, qui recense les « bonnes pratiques » à dupliquer par les communautés, à implanter au sein des systèmes socio-écologiques, ou à diffuser au sein des autorités locales (Bahadur & al, 2010). Ajoutons que cette double injonction converge avec la nouvelle mission désormais confiée aux paysans, et qui leur a valu une « année » (2014, décrétée année internationale des agricultures familiales), celle de résoudre les questions de la faim et de la pauvreté. *Small farmers are the answer*, lit-on par exemple sur le site de l'AGRA (*Alliance for Green Revolution in Africa*). Il leur reviendrait donc, par leurs « bonnes pratiques », à la fois de se sortir eux-mêmes de la faim et de la misère, et de fournir emplois et aliments à leurs contemporains.

Une métaphore non mesurable ?

Les difficultés de mesure ne doivent pas non plus être obérées. Le point commun des diverses définitions proposées est l'insistance sur la capacité à faire face. Il s'agit donc, avec la résilience, d'évaluer une capacité d'action, c'est-à-dire un fait non directement observable et difficilement quantifiable. Béné & al (2012) distinguent ainsi, au sein de la résilience, une capacité d'absorption (on neutralise les chocs), une capacité d'adaptation (on s'adapte structurellement aux chocs) et une capacité de transformation (on change de fondements en suite aux chocs). Mais une telle distinction n'en rend pas la mesure plus aisée, et à l'instar des capacités d'Amartya Sen, la résilience demeure ce que les statisticiens appellent une « variable latente », évaluée au travers de la mesure d'autres variables, elles-mêmes parfois latentes. Il y a là un défi majeur, jamais complètement résolu. Diverses tentatives (Alinovi & al, 2009 ; Tulane, 2012 ; Ciani, 2013 ; Oxfam GB, 2013), ont d'ors et déjà été menées, qui ont deux traits communs : elles visent à la construction d'indicateurs synthétiques, agrégeant et (pondérant selon diverses méthodes) des variables de différentes natures, elles-mêmes souvent latentes ; elles sont des tentatives *ad hoc*, les variables choisies étant adaptées au contexte local, et ne se présentent pas comme généralisables sans adaptation.

L'importance du défi a conduit la FAO à mettre en place un groupe de travail, dont la mission est de tirer les enseignements des premiers essais de mesure et de proposer des principes méthodologiques communs pour les futures tentatives (Frankenberger & Nelson, 2013 ; Conostas & al, 2014). De manière assez proche le DFID tente d'harmoniser les évaluations de ses programmes fondés sur la résilience (Brooks & al, 2014). Il en est de même pour l'Union Européenne dans le cadre de l'initiative AGIR. Toutes ces tentatives se heurtent au même écueil, que Béné (2013) analyse comme un risque de circularité, lié à la confusion et à l'interdépendance entre causes et conséquences, entre déterminants de la résilience et cette résilience elle-même. Autrement dit, un ménage sera perçu comme résilient parce qu'il présente certaines des caractéristiques posées comme étant des déterminants de la résilience. D'autres approches, moins courantes, utilisent un *proxy* unique. Tel Hoddinott (2014), qui se concentre sur le score de consommation alimentaire, usuellement calculé par les humanitaires, et ses variations. Contrairement aux approches multidimensionnelles, elles nécessitent qu'il y ait un choc pour être mises en œuvre, et ont donc peu de capacités prédictives. D'autres enfin, encore moins usitées mais en phase avec l'approche économique standard de la vulnérabilité, explorent la portée d'une résilience exprimée en termes de probabilité, celle de ne pas devenir pauvre suite à un choc ou une succession d'évènements adverses (Barrett & Conostas, 2012).

Il me semble vain de s'acharner à extraire de méthodologies plus ou moins sophistiquées une mesure unique, censée rendre compte, en la réifiant selon le mot de Levine (2014), de cette résilience. Je me garde donc ici d'ajouter un nouvel indice composite, une nouvelle sophistication mathématique, et me limite à quelques réflexions sur l'opérationnalisation de la notion. Cette opérationnalisation passe les réponses, complexes, insatisfaisantes et toujours discutables, à quelques questions simples (Lallau & Droy, 2014) : De qui ? Face à quoi ? De quoi ? Quand ? Comment ?

De qui ? La volonté de traiter simultanément des différentes échelles et de leurs interactions contribue clairement à la difficulté d'opérationnalisation de la notion ; la

résilience d'un enfant battu n'est pas la résilience d'une ville, et les liens entre l'une et l'autre sont des plus malaisés à établir. Se focaliser la seule échelle du ménage peut se justifier lorsque que l'on traite de la question de l'insécurité alimentaire, car c'est souvent elle qui est privilégiée par les humanitaires et les bailleurs pour évaluer les besoins des populations et les impacts des programmes mis en œuvre.

Par rapport à quoi ? Il faut ensuite se pencher sur ce à quoi ce ménage a à faire face, appelons cela l'adversité. Se limiter au « désastre naturel » n'aurait pas grand sens, à cette échelle socioéconomique du ménage. l'adversité renvoie ainsi à l'ensemble des événements, plus ou moins brutaux, pouvant significativement affecter les moyens et conditions d'existence de cette famille, tant le désastre naturel majeur que l'ensemble des « petits chocs » qui font le quotidien du pauvre, tant les événements qui se produisent effectivement que les menaces qu'ils représentent.

De quoi ? Il faut ensuite savoir quoi mesurer. Cette question pose le problème des variables d'état, celles dont il faut suivre l'évolution pour savoir s'il y a, ou non, trajectoire de résilience. Plutôt que de passer par une approche à dire d'experts, je suggère de recourir à une approche en termes d'enjeux locaux. Il s'agit d'identifier et de suivre dans le temps ce qui, localement, est l'enjeu principal ou les quelques enjeux principaux, à protéger des chocs et à reconstituer en priorité en suite à un choc ; et ce qui, en conséquence, va déterminer les perceptions et guider les pratiques face à l'adversité, tant *ex-ante* qu'*ex-post*. Un exemple : différents travaux menés en RCA mettent aisément en évidence deux principaux enjeux, la capacité à nourrir la famille de manière acceptable, la capacité à maintenir des actifs productifs (terres et/ou bétails) correspondant localement à une bonne situation (Lallau, 2013). Point n'est besoin d'un indice composite complexe, donc, pour initier une analyse en termes de résilience, un suivi dans le temps de ces variables clés (et de ce qui semble les déterminer) suffit amplement. Une méthodologie d'observatoires semble être ici l'outil le plus adapté (Lallau & Mbétid-Bessane, 2010). Et le cadre d'analyse des *livelihoods* peut être utilement mobilisé (encadré).

Le cadre d'analyse des *livelihoods*

La résilience s'intègre sans peine aux cadres analytiques privilégiés par les humanitaires, tels celui des *livelihoods* (ou moyens d'existence) qui s'attache à comprendre comme les ménages développent (ou pas) leurs moyens et partant leurs conditions d'existence. Les moyens d'existence sont ainsi définis : "A *livelihood* comprises the capabilities, assets (*stores, resources, claims and access*) and activities required for a means of living" (Chambers et Conway, 1991, 6) ; ils sont considérés comme durables lorsque les systèmes d'activités permettent d'assurer les différentes dimensions de la durabilité (économique, sociale et environnementale) et de limiter la vulnérabilité des ménages. Cette approche inspire largement l'analyse économique du ménage (*Household Economy Analysis*, ou HEA), très usitée par les humanitaires lorsqu'il s'agit d'évaluer l'impact d'un choc, les appuis nécessaires, et l'efficacité de ces derniers (Boudreau & al, 2008). La résilience est désormais une notion centrale de cette HEA, qui démontre ainsi sa capacité à s'adapter aux attentes des bailleurs.

Résilience ou soutenabilité ?

Quand ? Quand peut-on dire qu'un ménage est résilient ? Deux problèmes se posent lorsque l'on aborde cette question de l'horizon temporel. Le premier relève du choix d'un délai pour l'observation des variables enjeux. Le second tient au fait que les risques se renouvellent et se combinent, que les chocs de différentes natures se succèdent et se cumulent, que la menace persiste et influence les pratiques après le choc lui-même ; c'est précisément ce qui caractérise la pauvreté, l'ampleur et la persistance de l'adversité vécue. Cela empêche souvent la mise en évidence de mécanismes simples de type « événement-réponse », sauf peut-être dans le cas de rares événements extrêmes (tel un tsunami). Et cela impose d'aborder la résilience, à l'échelle du ménage paysan ou pastoral, en termes de trajectoires. Mais ces trajectoires ne doivent pas être perçues comme linéaires. Se pose au contraire la question des discontinuités, des seuils en deçà ou en delà desquels les pratiques et processus changeraient de nature. A la suite des approches des économistes (Carter & Barrett, 2006) et des pratiques des humanitaires, deux seuils peuvent faire sens : un seuil de déchéance et un seuil de résilience. La déchéance correspond à la notion de *destitution* que l'on trouve dans la littérature des *livelihoods* (Devereux, 2003). Une fois franchi ce seuil, le ménage se trouve pris au piège de la « survie », les variables enjeux étant à des niveaux de crise. Le seuil de résilience correspond lui à la situation à partir de laquelle le ménage peut initier une dynamique autonome d'amélioration de ses conditions d'existence, qui n'est pas remise en cause par le moindre aléa. Il se matérialise par des niveaux jugés satisfaisants des variables enjeux. Entre ces deux seuils, l'indétermination est beaucoup plus grande. Il manque un ou plusieurs éléments importants pour passer au-delà du seuil de résilience, mais la situation n'est pas suffisamment dégradée pour que priment les pratiques de survie. Cette approche a deux implications analytiques majeures. En premier lieu, survie et résilience ne se confondent pas. Il ne faut donc pas voir de la résilience partout ; le fait de survivre ne peut pas, du point de vue des sciences sociales, être assimilé à de la résilience. Ensuite, le retour suite à un choc, à une situation initiale défavorable, ce n'est pas de la résilience ; l'expression « un pauvre résilient » ne peut être autre chose qu'un médiocre oxymore.

Comment ? L'analyse des pratiques adoptées par le ménage est plus complexe encore, elle renvoie à une interrogation encore trop souvent éludée par les institutions qui s'emparent de la notion : la résilience est-elle toujours une bonne chose ? Cette interrogation implique d'aller à la fois en deçà et au-delà du ménage et de raisonner en termes de soutenabilité (Lallau, 2011). En deçà, il s'agit d'interroger les relations intrafamiliales, et en particulier les inégalités liées au genre, et d'étudier les processus de détermination des enjeux locaux. Au-delà, il faut s'atteler à l'agrégation et à l'interaction des pratiques des ménages. Il s'agit alors de savoir si les pratiques de certains ménages nuisent directement ou indirectement à d'autres. Auquel cas, s'il y a résilience, celle-ci n'est pas socialement soutenable. Il en est ainsi, par exemple, de la reconstitution d'un cheptel fondée sur des pratiques de prédation (pillage, brigandage). Il est encore ainsi, moins radicalement, de l'individualisation des pratiques foncières et de la captation de l'espace disponible, dans les espaces en crise. La disjonction entre résilience et soutenabilité se révèle aussi par effet d'agrégation. Ce qui est envisageable à l'échelle d'un ménage, le charbonnage par exemple, peut ne pas l'être à celle d'un territoire ou d'un groupe social, du fait de l'épuisement rapide des ressources ligneuses (Cantoni et Lallau, 2010).

Penser la sécurité alimentaire en termes de résilience ne peut donc pas s'appréhender que de manière technique, et ne permet pas de faire l'économie ni d'une réflexion éthique, ni d'une articulation avec une approche de la soutenabilité, à échelle du système significatif localement.

VERS UNE ECONOMIE POLITIQUE DE LA RESILIENCE ?

Ces questions de mesure, d'évaluation, sont donc importantes pour faire de la résilience autre chose qu'une poétique métaphore. Elles ne doivent toutefois pas faire oublier l'essentiel, ce qui doit demeurer l'essentiel : les politiques à même de la susciter, et au contraire pouvant accroître les vulnérabilités structurelles des populations pauvres et ainsi accroître l'insécurité alimentaire (Levine, 2014). Sans ce glissement de l'évaluation vers le politique, la résilience ne peut être qu'une coquille vide, qu'un alibi pour le désengagement. Il convient alors de broser les contours d'une économie politique de la résilience, appliquée au domaine alimentaire.

Réhabiliter la protection sociale

Difficile en la matière d'être novateur ! La résilience comme notion d'économie politique, c'est-à-dire comme déterminant de politique publique et/ou vecteur de mobilisation collective, revient surtout à réhabiliter, ou tout au moins à appuyer la redécouverte, de vieilles idées.

Parmi ces vieilles idées, il y a celle de protection. Il n'est pas de résilience sans protection des populations vulnérables. La sécurité alimentaire ne peut pas se conquérir sans protection sociale, affirment ainsi, avec force conviction, les experts mandatés par la FAO (HLPE, 2012). Des experts qui reviennent de loin, tant les politiques de protection sociale ont été délaissées durant les décennies de l'ajustement structurel (Merrien, 2013), au nom d'arguments moraux (elles conduiraient à l'assistanat), financiers (elles seraient inaccessibles aux pays à faible revenu), ou économiques (elles se feraient au détriment des dépenses productives ; argument d'autant plus fallacieux que l'on démantelait à la même époque les politiques agricoles !). Durant les années 90 toutefois, on voit ressurgir, dans le cadre de la « Dimension Sociale de l'Ajustement » (DSA), la problématique des filets de sécurité (*safety nets*). Ces filets sont conçus comme des outils d'atténuation des conséquences sociales des politiques de libéralisation, afin de rendre supportables les – toujours impératifs- ajustements. Ils vont particulièrement se déployer dans le domaine alimentaire, afin de faire face aux crises : aides alimentaires et transferts monétaires, conditionnels (*cash for work, food for work*) ou non.

Mais ces filets de sécurité ont la même limite que celle mise en évidence pour les autres interventions d'urgence : ils ne modifient en rien les racines des crises alimentaires, et se révèlent être aux yeux des bailleurs d'un ratio coût-bénéfice finalement assez limité, face à la récurrence des crises. Ces critiques conduisent à envisager d'autres modalités d'action, fondées sur les « filets préventifs ». De tels programmes de filets préventifs se développent ces dernières années en Afrique Subsaharienne, le plus souvent sous l'égide de la Banque Mondiale (IRAM, 2013). L'objectif affiché est non seulement de sauver des vies, mais aussi de transformer durablement la situation des populations enfermées dans le piège de la pauvreté, en maintenant des filets en dehors des périodes de crise grave. On

est là dans un entre-deux, entre les politiques agricoles classiques fondées sur la dimension « volumes produits » de la sécurité alimentaire, et le « *life saving* » des urgentistes. Le focus est mis sur une autre dimension de la sécurité alimentaire, l'accessibilité de la nourriture et des moyens de la produire : fournitures ponctuelles d'aide alimentaire (notamment à destination des enfants) ou financière (contre travail), appui à la capitalisation des exploitations, achats garantis via les systèmes d'approvisionnement locaux de l'aide d'urgence (par exemple, le programme P4P du Programme Alimentaire Mondial, *purchase for progress*), transferts en espèces accroissant les débouchés des producteurs locaux, etc.

En Afrique Subsaharienne, les approches sociales de l'insécurité alimentaire s'intéressent majoritairement aux exploitations familiales d'agriculteurs ou d'éleveurs « pauvres » ou déficitaires, c'est-à-dire qui ne produisent (et/ou ne gagnent) pas assez pour subvenir à leurs besoins alimentaires toute l'année. L'Ethiopie a ouvert la voie des filets préventifs (*productive safety nets program*) (Léon, 2014), rejointe désormais par de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, tel le Ghana et son programme *Livelihood Empowerment Against Poverty* (LEAP). Au niveau régional, la CEDEAO intègre elle aussi cette dimension des filets préventifs dans son initiative « Faim zéro ».

La principale difficulté est celle d'une approche qui se veut, à l'instar de celle de la résilience, intégrée. On parle alors de politique agricole inclusive, visant des objectifs à la fois productifs et sociaux. Non sans risque de contradiction, par exemple entre prix incitatifs pour les producteurs et prix acceptables pour les consommateurs. Non sans choix difficile à faire entre bénéficiaires potentiels : aider plusieurs vieilles dames ou un jeune entrepreneur rural, qu'est-ce qui va susciter le plus la résilience au niveau du système local ? Non sans obligation, si l'on décide d'appuyer différentes catégories de ménages, de bien évaluer les situations pour différencier les mesures prises. En reprenant la typologie adoptée précédemment, on peut résumer comme suit les préconisations les plus courantes : les ménages en situation de survie auraient prioritairement besoin de protection sociale (transferts directs et durables focalisés sur les enfants, soutien des activités non agricoles), les ménages « résistants » d'un accompagnement mixte, et les « résilients » d'abord d'une politique agricole traditionnelle (incitations économiques, sécurisation foncière, accès au crédit, formations, insertion dans les chaînes de valeur). La limite de l'approche est là encore en lien avec les critiques qui se développent à l'encontre de la résilience : elle permet certes d'envisager des actions qui ne soient plus seulement réactives mais aussi préventives, mais elle conduit peu à envisager des actions transformatives, qui s'attaqueraient aux fondements des vulnérabilités des populations.

Sécurité alimentaire ou souveraineté alimentaire ?

Plus encore qu'inclusive, il s'agit alors d'envisager les modalités d'une politique agricole transformative. C'est là une autre « redécouverte » contemporaine, en suite à des décennies de négligences par les bailleurs et les Etats : Il est vain d'attendre d'agriculteurs sous-équipés, sous-appuyés, sous-protégés, qu'ils soient toujours capables, grâce à quelques filets de sécurité sociaux, de se nourrir eux-mêmes et d'approvisionner leurs contemporains. Quelles sont donc les politiques agricoles qui pourraient assister ces agriculteurs dans une telle tâche ?

Le premier élément de réponse est que tous les schémas techniques ne suscitent pas la résilience des producteurs. Il est un constat de plus en plus partagé : le modèle agro-industriel universellement diffusé lors des « révolutions vertes », fondé sur l'artificialisation des agro-écosystèmes, l'uniformisation des packs techniques, la chimisation et la simplification des pratiques atteint ses limites – écologiques, sociales, et même économiques. Les approches systémiques nous montrent que la résilience découle au contraire de la complexité. Les pratiques issues de l'agroécologie, fondées précisément sur cette complexité, sur l'adaptation locale, sur la valorisation des interactions sols-plantes et entre plantes, constituent donc les vecteurs possibles d'un progrès agricole qui serait pro-résilience et fondé davantage sur les exploitations familiales que sur le modèle latifundiaire (Dufumier & Lallau, 2010). Ces pratiques ont deux autres avantages mis en avant ces derniers temps, celui d'être faiblement « carbonées » et celui d'être peu coûteuses, puisque par principe fondées sur les ressources locales et non sur les intrants d'origine fossile. L'idée, qui est là encore fort ancienne, d'une agroécologie porteuse de résilience progresse indéniablement notamment au sein de la FAO, sous l'impulsion en particulier d'Olivier de Schutter (2014), rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Mais elle n'est en aucun cas dominante dans les financements mobilisés. Les approches prônées au sein de la « Nouvelle Alliance » (*New Alliance for Food Security and Nutrition*), qui fédèrent nombre de bailleurs publics et privés, tendent ainsi à perpétuer le modèle technique dominant, sous l'influence des industriels de l'agrofourmiture et du génie génétique (Inter-réseaux, 2013 ; Oxfam France & al, 2014). En Afrique subsaharienne, c'est l'*Alliance For a Green Revolution in Africa* (AGRA) qui relaie ce modèle, grâce à l'appui de fondations privées, telle la fondation Bill et Melinda Gates. On mise alors davantage, pour les zones sahéliennes, sur un maïs génétiquement modifié pour mieux résister au stress hydrique que sur l'agroforesterie.

Le deuxième élément de réponse est que la résilience passe, là encore, par la protection, des producteurs et des filières alimentaires cette fois. Mais de quels producteurs parle-t-on ? Il faut ici relever la posture schizophrénique des institutions internationales, telles la Banque Mondiale et, certes une moindre mesure, la FAO. D'un côté, on loue les mérites, dans la lutte contre la pauvreté et contre la faim, des agricultures familiales. De l'autre, on persiste à soutenir, au nom d'une idéologie du développement fondée sur l'investissement libre et sans frontière, les investissements fonciers à grande échelle, en se contentant d'appeler les investisseurs à la « responsabilité » pour limiter les spoliations liées (Lallau, 2012). De l'autre encore, on répugne à accepter le rétablissement de barrières douanières, sans lesquelles il ne pourrait y avoir sortie de pauvreté des producteurs familiaux, essor des filières locales et donc souveraineté alimentaire. Les chocs des marchés dits mondiaux et ceux des accaparements fonciers pèsent pourtant tout aussi, voire bien plus lourd, que les aléas climatiques pour les paysanneries ou les consommateurs urbains paupérisés. Il est ainsi vain –ou très hypocrite !- de vouloir susciter la résilience d'un paysan malien par des bonnes pratiques de gestion de la fertilité et du stress hydrique, si par ailleurs l'on souscrit (ou si l'on se cantonne à une apparente neutralité quant) aux accaparements fonciers associés à l'extension du modèle agroindustriel dans la zone Office du Niger. Ou de louer les programmes de filets préventifs éthiopiens en obérant le fait que ce pays est le premier concerné, en Afrique Subsaharienne, par les accaparements fonciers, et qu'y coexistent famine et agroexportation alimentaire. C'est bien d'un choc de modèles dont il est question ici. La résilience des exploitations familiales se bâtit alors non en harmonie avec mais bien contre

le modèle dominant, et se fonde sur des mobilisations collectives. Ces mobilisations sont portées à différentes échelles par des organisations paysannes, et mettent en avant l'impératif d'une protection contre des aléas qui n'ont rien de « naturels », car fondés sur des choix politiques (Oxfam, 2013). Vieille idée, là encore. Au-delà des seules questions alimentaires, on voit d'ailleurs émerger au sein des sciences sociales, un champ d'analyse aux antipodes des soupçons de « complot » libéral, celui de la résilience sociale. Cette dernière est alors définie comme capacité des individus et des collectifs à faire face aux changements sociétaux, en particulier ceux induits par les politiques néolibérales (Hall & Lamont, 2013).

Conclusion : La résilience contre quoi, contre qui ?

Ainsi, on voit bien que pour ne pas ressortir d'une creuse rhétorique ou d'un plaidoyer larmoyant, la résilience appliquée à la question alimentaire revêt de nombreuses exigences. La première de ces exigences est conceptuelle : la définir clairement, et l'associer à d'autres notions phares des débats sur le développement, telles celles de vulnérabilité, soutenabilité et de protection ; la résilience, pour nécessaire qu'elle puisse être, est insuffisante pour expliquer les réalités de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. La deuxième exigence est d'ordre méthodologique : car la résilience implique un besoin de suivi dans le temps, d'évaluations d'impacts, d'approches qualitatives, fondés sur de –coûteux- dispositifs d'observatoires. La troisième exigence est plus importante encore, elle ressort du politique, d'un choix de modèle de développement pro-résilience. En ce sens, la résilience permet une salutaire relance du débat sur la dimension politique de l'aide au développement, du fait des considérations normatives qu'elle porte, et du fait des choix de modèles qu'elle implique, inévitablement. Elle conduit aussi à relativiser l'argument du « moindre coût » souvent avancé par les bailleurs pour justifier de la mobilisation de la notion dans le champ de l'aide. Comme principe directeur de politiques agricole et sociale visant à s'attaquer aux causes structurelles de la vulnérabilité alimentaire, la résilience ne peut être qu'une notion coûteuse et au final dérangeante pour les Etats et les bailleurs, les renvoyant à leurs propres insuffisances et incohérences.

S'il est donc trop tôt pour tirer un bilan définitif de l'usage de la résilience dans la lutte contre la faim, deux critères majeurs d'évaluation pourront, dans quelques années, être interrogés : d'une part, sa capacité intégratrice dans les actions de terrain, tant mise en avant par les bailleurs ; d'autre part sa capacité à légitimer et à susciter une action publique véritablement en faveur des agriculteurs/pasteurs familiaux et des filières locales. Rien n'est moins sûr, en cette fin de 2014.

BIBLIOGRAPHIE

- AGIR, 2013. *Alliance globale pour la résilience – Sahel et Afrique de l'Ouest. Feuille de route régionale*, adoptée le 9 avril.
- Alinovi, L., Mane, E., Romano D., 2009. Measuring household resilience to food insecurity: application to Palestinian households. Working Paper. EC-FAO Food Security Programme.

- Bahadur A.V., Ibrahim M., Tanner T., 2010. The Resilience Renaissance? Unpacking of Resilience for Tackling, Strengthening Climate Resilience Discussion Paper 1, Brighton, IDS.
- Bankoff G., 2009. *Cultures of Disaster, Cultures of coping : Hasard as Frequent Life Experience in the Philippines, 1600-2000*, in Mauch C., Pfister C. (Eds), *Natural Disasters, Cultural Responses: Case Studies Toward a Global Environmental History*, Lanham, Lexington Books.
- Barrett C., Constan M., 2012. Resilience to avoid and escape chronic poverty: Theoretical foundations and measurement principles. November, Draft.
- Béné C., 2013. *Towards a Quantifiable Measure of Resilience*, IDS Working Paper, Volume 2013, Number 434. Institute of Development Studies, Poverty And Inequality Research Cluster.
- Béné C., Godfrey Wood R., Newsham A., Davies M., 2012. *Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes*, IDS Working Paper, Number 405, september, 61 p.
- BIT (2012), *Relèvement économique local en situation post-conflit*, Organisation Internationale du Travail, Groupe de travail du Cluster « Relèvement Précoce », Genève.
- Blaikie P., Cannon T., Davis I. Wisner B., 1994. *At Risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*, Routledge, London, UK.
- Blein R., Coste R., Leturque H., 2014, Atouts et limites de la notion de résilience pour les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, in Châtaigner J-M. (dir), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, Chapitre 16, p. 263-282.
- Boudreau T., dir., 2008. *Practitioners' Guide to Household Economy Approach*, Regional Hunger and Vulnerability Programme-Save the Children-The Food Economy Group.
- Brooks N., Aure E., Whiteside M., 2014. *Assessing the impact of ICF programmes on household and community resilience to climate variability and climate change*, Evidence on Demand, February.
- Cantoni C., Lallau B., 2010. La résilience des Turkana. Une communauté de pasteurs Kenyans à l'épreuve des incertitudes climatiques et politiques, *Développement Durable et Territoires*, Vol 1/ N°2, Septembre.
- Carter M.R., Barrett C.B., 2006. The Economics of poverty traps and persistent poverty: An asset-based approach, *Journal of Development Studies*, vol. 42, n° 2, p.178-199.
- Chambers R., Conway G.R., 1991. « Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century, *IDS Discussion Paper* », n° 296, décembre.
- Cling J.P., Razafindrakoto M., Roubaud F., 2003. *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, 2e édition, DIAL/IRD/Economica.
- Constas M.A., Frankenberger T.R., Hoddinott J., 2014. *Resilience Measurement Principles. Toward an Agenda for Measurement Design*, Resilience Measurement Technical Working Group, Technical Series N°1, January, Food Security Information Network.
- De Schutter O., 2010. *Food Commodities Speculation and Food Price Crises, Regulation to reduce the risks of price volatility*, United Nations Special Rapporteur on the right to food, Briefing Note 02, September.
- De Schutter O., 2014. *Final report: The transformative potential of the right to food*, Report of the Special Rapporteur on the right to food, 24 January.

- Dercon S., 2005. *Vulnerability: a micro perspective*, Oxford University, April.
- Devereux S., 2003. *Conceptualizing destitution*, IDS Working Paper 216, Institut of Development Studies, Brighton, UK.
- DFID, 2011. *Defining Disaster Resilience: A DFID Approach Paper*. Department for International Development, November.
- Dufumier M., Lallau B., 2010. Agriculture et développement durable, in Bertrand Zuideau, éd., *Développement durable et territoire*, Presses universitaires du Septentrion, Chapitre 29, p. 351-361.
- EU, 2012. The European Union Approach to Resilience: lessons learnt from food security crisis, European Commission, 3 October.
- EU, 2013. Action Plan for Resilience in Crisis Prone Countries 2013-2020, 6 May.
- FAO, 2011. *Resilient Livelihoods: Disaster Risk Reduction for Food and Nutrition Security*, Rome, November.
- FAO, 2013. *Climate-smart agriculture, Sourcebook*, Rome.
- Frankenberger T., Constan M., Nelson S., Starr L., 2014. *Current Approaches to resilience programming among nongovernmental organizations*, IFPRI, 2020 Conference Paper 7, May.
- Frankenberger T., Nelson S., 2013. *Summary of the Expert Consultation on Resilience Measurement for Food Security*, Tango International, February.
- Grünewald F., 2014. La résilience et les ONG, in Châtaigner J.M., dir., *Fragilités et résilience, Les nouvelles frontières de la mondialisation*, Karthala, p. 221-228.
- Grünewald F., Warner J., 2012. La résilience : concept porteur ou mot à la mode ?, *Humanitaires en mouvement*, n°10, Septembre.
- Hall P.A., Lamont M., Ed. (2013), *Social resilience in the Neoliberal Era*, Cambridge University Press.
- Heijmans A., dir., 2012. *Reaching Resilience. Manuel Resilience 2.0 pour les acteurs de l'aide et les décideurs dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation au changement climatique et de la réduction de la pauvreté*, CARE Hollande-Université de Wageningen-URD.
- HLPE, 2012. *La protection sociale pour la sécurité alimentaire*, Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome.
- Hoddinott J., 2014. *Understanding resilience for food and nutrition security*, IFPRI, 2020 Conference paper 8, May.
- Inter-Réseaux Développement Rural, 2013. *Coopération pour le développement agricole en Afrique : Le rôle des entreprises et des fondations privées*, Bulletin de synthèse Souveraineté Alimentaire, n°10, Août.
- IRAM, 2013. *Dispositifs de filets de sécurité sociaux en Afrique de l'Ouest: soutenir l'émergence de dispositifs nationaux préventifs*, Note thématique n°7, Juin.
- Joseph J., 2013. Resilience as embedded neoliberalism: a governmentality approach, *Resilience*, Volume1, n°1.
- Lallau B. Mbétid-Bessane E., 2010. *Observer la résilience rurale Réflexions théoriques et application dans les campagnes centrafricaines*, Symposium international « Innovation & Sustainable Development in agriculture and food », 28 juin-1er juillet, Montpellier.
- Lallau B., 2011. La résilience, moyen et fin d'un développement durable ? *Éthique et économique/Ethics and Economics*, 8 (1).

- Lallau B., 2013. *A la recherche des fondements de la résilience*, Mémoire d'HDR soutenue le 14 janvier, Université Lille1.
- Lallau B., Droy I., 2014. Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations, in Chataigner JM. (dir), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, Chapitre 9, p. 149-170.
- Léon V. (2014), Ethiopie : des programmes d'aide prometteurs et innovants, in Châtaigner JM. (dir), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, chapitre 24, p.385-402.
- Levine S., 2012. *Livelihoods in protracted crises*, Forum "Food Insecurity in Protracted Crisis", FAO, Rome, 13-14 September.
- Levine S., 2014. *Assessing Resilience: Why Quantification Misses the Point*, HPG Working Paper, London, ODI, July.
- Merrien F-X., 2013. La protection sociale comme politique de développement : un nouveau programme d'action international, *Revue internationale de politique de développement*, 5.1, p. 68-88.
- Mitchell T., Wilkinson E., 2012. *Disaster risk management in post-2015 policy frameworks: Forging a more resilient future*, Briefing Paper 75, Overseas Development Institute, June.
- Mortimore M.J., 1989. *Adapting to drought: farmers, famines and desertification in West Africa*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Oxfam, 2013. *Pas de Hasard. Résilience et inéquités face au risque*, Document d'information, 21 mai 2013.
- Oxfam France, ACF, CCFD-Terre Solidaire, 2014. *La Faim, un business comme un autre. Comment la Nouvelle Alliance du G8 menace la sécurité alimentaire en Afrique*, 64p.
- Oxfam GB, 2013. *A Multidimensional Approach for Measuring Resilience*, Oxfam GB Working Paper, August.
- Pain A., Levine S., 2012. *A conceptual analysis of livelihoods and resilience: addressing the 'insecurity of agency'*, HPG Working Paper, Humanitarian Policy group, november.
- Palier J., Prévost B., 2007. Le développement social : nouveau discours et idéologie de la Banque Mondiale, *Economie Appliquée*, 2007/4.
- Pingali P., Alinovi L., Sutton J., 2005. Food security in complex emergencies: Enhancing food system resilience, *Disasters*, Vol. 29, june, p. 5-24.
- Reghezza-Zitt M., Rufat S., Djament-Tran G., et al, 2012. What Resilience Is Not: Uses and Abuses, *Cybergeog : European Journal of Geography*, article 621, october.
- Revet S., 2009. Vivre dans un monde plus sûr, Catastrophes «naturelles» et sécurité globale, *Cultures & Conflits*, Numéro 75.
- Revet S., 2011. Penser et affronter les désastres un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales, Presses de SciencePo, *Critique Internationale*, 2011/3, n°52, p. 157-173.
- Sen A., 1981. *Poverty and Famines : an Essay on Entitlements and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press.
- Twigg J., 2009. *Characteristics of a Disaster Resilient Community*, A guidance note, Version 2, Aon Benfield UCL Hazard Research Centre, November.
- UNDP, 2014. *Human Development Report 2014, Sustaining Human Progress: Reducing Vulnerabilities and Building Resilience*, UNDP, July.
- UNISDR, 2002. *Living with Risk. A global review of disaster reduction initiatives*. Nations Unies, Genève, 2002.

- UNISDR, 2005. *Hyogo Framework for Action 2005-2015*, World Conference on Disaster Reduction, 18-22 January, Kobe, Hyogo, Japan.
- USAID, 2012. *Building Resilience to Recurrent Crisis. USAID policy and program guidance*, December.
- Venton, C.C., Fitzgibbon, C., Shitarek, T., Coulter, L., Dooley O, 2012. *The economics of early response and disaster resilience: Lessons from Kenya and Ethiopia*, Final Report, June.
- Walker, B.H., Holling, C.S., Carpenter, S.R., Kinzig, A.P., 2004. Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems, *Ecology and Society*, 9(2).
- World Bank, 2008. *Rapport sur le développement dans le monde 2009, L'agriculture au service du développement*, Washington DC.
- World Bank, 2009. *World Development Report 2010, Development and Climate Change*, Washington DC.
- World Bank, 2013. *World Development Report 2014, Risk and Opportunity, Managing Risk for Development*, Washington DC.